

Résolution présentée par la

République démocratique du Sao-Tomé-et-Principe

Thème Agenda 2030 pour le développement durable

Concerne Extension du principe de pollueur-payeur

L'Assemblée Générale,

Constatant	les dégâts environnementaux provoqués par l'ensemble des pays du monde,
Rappelant	que tout être humain a droit à la vie et à la sûreté de sa personne ce qui implique la sûreté de son habitat comme l'indique l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme,
Remarquant	que ce droit fondamental est en danger pour de nombreux habitants de pays qui se situent au niveau de la mer ou peu de mètres au-dessus,
Précisant	que la loi adoptée par l'OCDE en 1972 a clarifié que si une activité économique pollue, les pays doivent prendre compte des coûts de cette pollution,
Relevant	que cela est une très bonne idée de base, mais qu'il faut maintenant l'élaborer et poursuivre ses idéaux,
Soulignant	que le droit international prévoit une compensation pour remédier à une perte dont on est responsable (restitution en nature) au niveau individuel comme au niveau collectif,
Propose	aux pays qui sont responsables de la destruction par inondation (ou d'une autre manière) d'autres pays, de s'engager à réparer leurs dégâts, non seulement par une aide monétaire, mais aussi par une compensation de terrain correspondant à la grandeur de la surface perdue par inondation (ou d'une autre manière) sur laquelle le pays auquel on a infligé des dégâts peut exercer sa souveraineté.

Le texte français fait foi